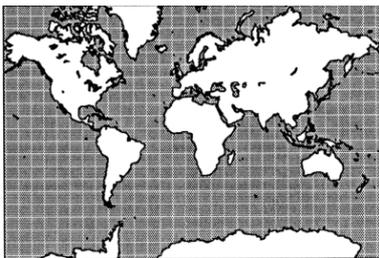


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?877-la-multiculturalie-au-prix-des>



La multiculturalie, au prix des attentats

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : mercredi 13 décembre 2017

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Textes extraits du bulletin de Guy Fargette « Le Crépuscule du XXe siècle » n°31-32, octobre 2016.

La satisfaction des partisans du multiculturalisme est compréhensible devant les succès immenses, si longuement préparés, que leur idéal ne cesse de rencontrer un peu partout dans le monde occidental. Il convient donc de rendre explicite ce qu'un Comité Central conséquent ne manquerait pas de formuler par des communiqués internes à vocation de formation, afin d'éclairer définitivement la logique qui sous-tend cette activité idéologico-pratique. Il s'agit en somme de laisser s'exprimer le "**surmoi collectif**" de ses partisans les plus déterminés. Leur mot d'ordre peut se résumer à ce cri du coeur des populistes russes de la fin du XIXe siècle, qui fut la boussole du marxisme-léninisme dans toutes ses manifestations : "**détruire l'Occident pourri !**".

[Communiqué précédent](#)

La multiculturalie, au prix des attentats

(Communiqué interne n° 010 du Comité Central du gauchisme culturel)

* * *

Sourate 8 Al Anfal (le butin) :

Verset 12 (...)Frappez donc au-dessus des cous et frappez-les sur tous les bouts des doigts.

Les attentats, ingénierie historique

Depuis le mois de mars, divers exercices d'alerte à un attentat de masse ont été entrepris en France, afin d'envisager des attaques terroristes telles qu'une explosion chimique dans ce que la merveilleuse novlangue qualifie de "*fan-zone*" (cf la simulation de Nîmes le 17 mars 2016). Ce type d'attaque contre laquelle l'État marocain a mis en garde est réputé très probable.

Une "gestion de crise" vise rarement à produire des simulations opérationnelles. L'exercice a pour fonction moins de remédier au désastre que d'affiner une stratégie médiatique mettant les autorités à l'abri des conséquences politiques de l'événement, les seules qui importent vraiment une fois que la catastrophe est advenue. La gestion médiatique est réussie quand elle donne à la catastrophe l'allure d'un processus "naturel" inévitable.

Nous ne pouvons que saluer la rapidité des développements de la situation courante : les autorités des vieux États occidentaux confirment, par leurs façons d'agir et surtout de ne pas agir, leur détermination à maintenir serrés les liens qui immobilisent les populations qu'elles encadrent, ce qui prévient ou retarde avec une efficacité indiscutable l'organisation et la structuration de tout sentiment collectif correspondant à un instinct de survie. L'enjeu est de maintenir le plus longtemps possible les moutons occidentaux soigneusement désarmés au milieu des loups islamistes. Il faut qu'ils soient convaincus de l'inexorable mouvement des choses, condition de leur résignation finale.

Les États occidentaux, conformément aux principes du gauchisme culturel, redoutent la lucidité de leurs "administrés" infiniment plus que la menace des zombies du néo-islam, qui avouent leur état de mort-vivants quand ils disent : "*nous aimons la mort plus que la vie*" et qui s'efforcent énergiquement de transformer les autres à leur image, c'est-à-dire en cadavres. C'était déjà une caractéristique des gardiens de camp, ces purs produits des deux totalitarismes, marxiste-léniniste et national-socialiste, qui puisaient leurs capacités de bourreaux dans le fait qu'ils étaient déjà morts.

Il faut donc partir du postulat plein de panache que les populations occidentales constituent la seule "extrême-droite" ontologique et transcendante, ce qui représente pour nous un point de rencontre idéal avec les hordes du néo-islam en cours de cristallisation.

Cette préparation est d'autant plus cruciale que les oligarchies régnautes semblent tenir en réserve une solution d'urgence, comme l'a montrée la "gestion" du mouvement Pegida en Allemagne le 18 janvier 2015, soit quelques jours après l'extermination presque complète de la rédaction de *Charlie-Hebdo* : en arguant d'un risque d'attentat islamiste et de l'impossibilité d'assurer la sécurité, la police a interdit la manifestation prévue à Dresde ce jour-là. On a vu, comme à Paris, des "contre-manifestations" se tenir, alors que les rassemblements dénoncés étaient, eux, interdits ! Avec les pressions politiques des dirigeants de la République fédérale, s'est esquissé ce qui pourrait devenir une configuration d'avenir, sur laquelle nous fondons de grands espoirs : si le mauvais esprit des populations occidentales grandissait, les oligarchies européennes pourraient avoir un besoin crucial d'une **garde prétorienne islamiste**, en échange de concessions multiculturelles raisonnables, comme l'acceptation de statuts juridiques différenciés selon la confession des groupes de population ("millet"), avec éventuellement une prééminence du "millet" musulman au nom de la discrimination positive. Nous pourrions, pour notre part, avoir besoin des services de quelques djihadistes déterminés pour effacer nos ennemis les plus embarrassants.

Devant tous les dispositifs méthodiques que les diverses oligarchies savent mettre en place, à tâtons, mais avec une énergie et un instinct décidément aigü, le Comité Central du gauchisme culturel avoue son admiration et promet la pleine collaboration de la contre-élite dont il émane.

Paris, le 31 mars 2016

La multiculturalie et la nécessaire déchéance des nations

(Communiqué interne n° 011 du Comité Central du gauchisme culturel)

* * *

Pas de déchéance de nationalité, ni pour les tueurs ni pour leurs auxiliaires

De novembre 2015 à février 2016, on aura vu se manifester un décalage exceptionnel entre le pays réel et le pays formel, expression attribuée à Maurras, bien qu'elle vienne de Victor Hugo. Aux dires de Malek Boutih, les deux partis alternant au pouvoir, l'UMPS, sont bien le périmètre de la "vraie république". Ce député PS est un ancien président de SOS-Racisme, association politique subventionnée qui depuis trente ans a constitué une pépinière d'activistes formés au nouvel "anti-racisme".

L'art du flou et de la confusion n'aura cessé d'imprégner le naufrage savamment mis en scène de cette proposition de loi sur la déchéance de nationalité. Elle a résulté d'une pose théâtrale de Hollande lors d'une réunion en congrès des députés et sénateurs au lendemain des attentats du 13 novembre 2015. Il espérait que cette promesse subirait préventivement un veto du Conseil constitutionnel. Mais, à la grande surprise de ce fin politique, ce Conseil a autorisé la proposition.

A partir de là, il lui a fallu tenter de la mener au bout, d'abord en commençant par expliquer qu'il n'était pas possible de fabriquer des "apatrides". Le tour était adroit : en réalité l'État français n'est nullement lié par une telle contrainte puisqu'il a signé mais pas encore ratifié les traités concernés. On aurait voulu précipiter le processus législatif pour ce faire, mais la chose étant trop lente, on a vu se lever une querelle dont les "socialistes" de gouvernement français sont les orfèvres : une partie a déclaré qu'ôter la nationalité aux seuls individus dotés d'une nationalité multiple relevait de la "discrimination", obstacle intolérable. Personne, ou presque, n'a heureusement fait remarquer que la double nationalité relevait fondamentalement d'un privilège exorbitant en regard de l'appartenance moniste et indigente des Français "de souche". Diverses interventions ont montré à quel point la perspective multiculturaliste considère la démultiplication inflationniste des appartenances nationales comme un moyen de les dissoudre dans une absence ontologique de signification. Utiliser sa privation comme une arme de dissuasion aurait reconnu une certaine valeur à ce type d'appartenance.

Taubira, si finement nuisible, a pu contempler avec gourmandise ces manoeuvres, mais de l'extérieur, puisqu'elle avait saisi l'occasion pour s'écarter hâtivement du gouvernement en estimant intolérable l'idée même d'une déchéance de nationalité pour des criminels de guerre et leurs réseaux, dont elle se sent, comme tout vrai multiculturaliste, plus proche que des misérables Occidentaux. Elle n'a démissionné que pour publier une dissertation ressassant le credo multiculturaliste, afin de peaufiner son personnage. Nous ne pouvons que partager la déception de cette militante indépendantiste guyanaise, qui a superbement infiltré la République française depuis plus de vingt ans. Il est impardonnable que cette République ait privé cette activiste remarquable de ce qui aurait dû être la grande cause de sa vie : l'abolition de l'esclavage. Arrivée 150 ans trop tard, celle-ci en est réduite au créneau de la figure symbolique arc-boutée sur un vide existentiel et la mise en scène de son ressentiment.

Le PS étant parvenu par miracle à un consensus, la déchéance quelle que soit la situation "nationale" des personnes condamnées dans des affaires de terrorisme, c'est la droite sénatoriale qui a repris la tartufferie de la crainte de l'"apatridie". Personne n'a osé faire remarquer que l'allégeance à l'État islamique avait valeur d'appartenance de fait à celui-ci. Seul un Pierre Conesa, ancien haut-fonctionnaire, qui émet d'énigmatiques et confuses remarques, avait signalé, cette fois avec une pertinence inquiétante, toute l'importance qu'une telle mesure aurait non pour dissuader les djihadistes décidés à se tuer, mais pour miner leurs réseaux logistiques.

Toujours est-il que la droite (majoritaire au Sénat) et le PS (majoritaire à l'Assemblée) ont affecté de ne pouvoir s'entendre, et que le gouvernement s'est empressé de tout annuler, alors que 70 à 80 % de la population, aux dires de tous les sondages, et malgré toutes les triturations de chiffre ordinaires dans cette logistique numérique de l'industrie médiatique, souhaitaient ardemment une telle mesure, synonyme d'une séparation au moins symbolique entre les

lous de l'islam militaire et les moutons occidentaux, soigneusement désarmés par leur État.

Il fallait absolument éviter que prenne corps la réaction que Michelet décrivait dans le tome VII de son *Histoire de France* : **"il y a pour chaque république un moment où ses ennemis la somment de périr au nom de son principe même, l'invitent à se tuer, pour être conséquente. La république de[s Pays-Bas] n'y consentit pas. La France de 93 n'y consentit pas. Elles ne se prêtèrent point au pharisaïsme perfide qui tue la liberté pour l'honneur de la liberté"**.

Le pays formel a donc montré comment, par un jeu de rôle parlementaire minutieusement réparti, il était possible de bafouer les attentes du pays réel, et renforcer l'impuissance publique devant les menées mortifères des ressortissants de l'État islamique, assoiffés de crimes de guerre. On peut ainsi constater les ressources d'un régime oligarchique et sa supériorité sur un régime démocratique. Non seulement le peuple se voit abandonné en rase campagne, mais il n'a aucun moyen institutionnel de réagir. C'est aussi cela la multiculturalie...

Un tel enlisement évoque admirablement la prolifération des incohérences françaises dans les années 1930 face à la montée des périls, ce qui conduisit au grand désastre de 1940. Tous les espoirs nous sont donc permis.

Paris, le 02 avril 2016

[Communiqué suivant](#)